

SCUDS 11 JUNE 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Le risque d'illiquidité, un nouveau danger sur les marchés financiers (Philippe Herlin) p.1
- = Officiel: La crise de liquidité, une bombe à retardement (Nouriel Roubini) p.3
- = Planète Terre : les dangers qui nous guettent d'ici 2055 p.6
- = La technologie a besoin de capital pour générer de la croissance p.13
- = James Turk sur la Grèce, le Japon et l'argent physique p.16
- = Marchés obligataires en Zone euro : attention danger ! p.19
- = L'impensable (Patrick Reymond) p.23
- = Quand les autorités font main basse sur l'argent de leurs citoyens (Bill Bonner) p.24
- = « Valls et le match de foot à 15 000 euros ! » (Charles Sannat) p.26
- = Le chœur des créanciers : « COURAGE, FUYONS ! » (François Leclerc) p.29
- = La transition énergétique: choix d'investissement ou dépense nécessaire? (Benoit Thévard) p.31
- = Tempête verte sur le secteur de l'énergie ? p.36
- = La déconnexion de l'économie financière (Olivier Berruyer) p.38
- = Bourses, Draghi recherche l'effet de pauvreté. (Bruno Bertez) p.40
- = La déculottée sur les obligations ! (Bruno Bertz) p.42



Le risque d'illiquidité, un nouveau danger sur les marchés financiers

Philippe Herlin Publié le 11 juin 2015

Un nouveau risque apparaît sur les marchés, il est nécessaire de bien y prendre garde : l'illiquidité. Cette menace peut sembler paradoxale au moment où l'on constate un déluge de liquidité provoqué par les banques centrales avec leurs plans de Quantitative Easing, mais en fait l'un et l'autre se renforcent. Comment ? L'explication est simple : la liquidité déversée par les banques centrales provoque un écrasement des taux d'intérêt sur les dettes souveraines, les obligations du Japon et de plusieurs pays européens ne rapportent plus rien, elles affichent même parfois des taux négatifs. En conséquence, les investisseurs à la recherche de rendement sont contraints de se replier sur des actifs offrant une meilleure rentabilité mais plus risqués, et moins liquides.

Ces actifs sont le high yield (obligations d'entreprises à haut rendement), le private equity (l'entrée au capital d'entreprises non cotées), les fonds de dette privée (financement de dettes d'entreprises), le financement d'infrastructures (de la dette créée spécifiquement pour ces équipements), l'immobilier. Ces placements offrent une rentabilité supérieure aux obligations souveraines, ils

comportent plus de risques, ce qui est encore normal, mais surtout ils s'avèrent peu liquides. Il est difficile de sortir rapidement du capital d'une entreprise non cotée, de revendre en urgence de la dette privée ou des programmes immobiliers. En cas de crise, l'investisseur se retrouve bloqué.

Un autre élément renforce cette illiquidité des marchés : la réglementation prudentielle a rendu plus coûteuse et plus difficile l'activité de teneur de marché (market maker). Il s'agit pour une banque d'assurer la liquidité de plusieurs valeurs cotées, en en détenant elle-même de façon à répondre à la demande en toutes circonstances. Longtemps rentable, cette activité était aussi mal vue (la banque bénéficie d'une asymétrie d'information et peut en tirer profit en faisant du trading pour compte propre). Désormais, avec le renforcement des obligations de fonds propres, l'activité s'avère moins intéressante et elle décline.

Ce phénomène d'illiquidité croissante renforce dangereusement la distorsion entre l'actif et le passif : la banque ou l'assureur garantit toujours la même liquidité à ses clients, qui peuvent retirer leur argent quand ils le souhaitent, par contre cet argent est placé dans des actifs de moins en moins liquides... Une situation très inconfortable. Plusieurs analystes pointent le danger de cette illiquidité croissante, comme [Nouriel Roubini](#) qui y voit une "bombe à retardement", ou le service des études de la banque [Natixis](#) qui craint une "crise de liquidité" pour ces investisseurs.

Nous assistons à un gigantesque effet pervers, typique d'une politique interventionniste qui obtient le contraire de ce qu'elle recherche : un accroissement de la liquidité dans l'économie conduit les investisseurs à s'enfermer dans des actifs illiquides... On met de l'huile dans le système, mais le risque de cassure augmente. Voici ce qui explique l'accroissement de la volatilité sur les marchés ces derniers mois. La nervosité augmente, le risque de krach également.

Officiel: La crise de liquidité, une bombe à retardement

10 juin, 2015

Posté par Benji Les moutons enragés

Durant longtemps, ce sont les médias alternatifs principalement qui ont relayé ce genre d'informations, c'est maintenant officiel, et a été relayé par le site les échos. **Un krash est inévitable, et celui-ci va être de très grande ampleur, ce n'est qu'une question de temps, nous le savons depuis longtemps maintenant, reste à savoir quand! Cela se compte en jours? En mois? Peu de chance que cela soit en années, ou seulement quelques uns, mais cela arrivera.** Quand à la prévision elle-même, elle nous vient d'une pointure de l'économie qu'il est difficile de mettre en doute: Nouriel Roubini, pour ceux qui connaissent...

===

La crise de liquidité, cette bombe à retardement qui nous menace

Nouriel Roubini / président de Roubini Global Economics | Le 11/06 Les Echos.fr



Depuis la crise de 2008, les politiques des banques centrales ont produit un afflux de liquidités. Le paradoxe est que cette manne vient s'investir dans des marchés de plus en plus « illiquides ». Le risque de krach est réel.

de Nouriel Roubini

Depuis la crise financière mondiale de 2008, un paradoxe se dessine sur les marchés financiers des économies développées. En effet, la mise en oeuvre de politiques monétaires non conventionnelles a généré un important excédent de liquidité. D'un autre côté, une série de chocs récents semble indiquer que ce phénomène serait devenu associé à une grave illiquidité du marché.

Les [taux d'intérêt](#) directeurs se situent aux alentours de zéro (et parfois en dessous) dans la plupart des économies développées, tandis que la base monétaire (c'est-à-dire l'argent émis par les banques centrales sous forme d'espèces et de réserves liquides des [banques commerciales](#)) a littéralement explosé - doublant, triplant, voire quadruplant aux Etats-Unis, par rapport à la période d'avant-crise. Cela a permis de maintenir les taux d'intérêt de court et long terme à un faible niveau (voire à un niveau négatif dans certains cas, comme en Europe et au Japon), de réduire la volatilité des [marchés obligataires](#), ainsi que d'élever le prix de nombreux actifs (parmi lesquels les actions, l'immobilier, ainsi que les obligations à revenu fixe des secteurs privé et public).

Et pourtant, les investisseurs ont des raisons d'être inquiets. Leurs craintes ont débuté au moment du « flash crash » de mai 2010, qui a vu en seulement une demi-heure les principaux [indices boursiers](#) américains chuter de presque 10 %, avant de se rétablir rapidement. Est ensuite intervenue la politique du « tapering » au printemps 2013, qui a vu les taux d'intérêt américains à long terme grimper de 100 points de base, après que le président de la Fed, à l'époque Ben Bernanke, eut laissé entendre que la Fed allait cesser ses achats mensuels de titres à long terme.

De même, en octobre 2014, les rendements du Trésor américain ont chuté d'environ 40 points de base en seulement quelques minutes, dans le cadre de ce que les statisticiens considèrent comme ne pouvant se produire qu'une fois tous les 3 milliards d'années. Le dernier épisode a eu lieu tout juste le mois dernier, lorsque, en l'espace de quelques jours, les rendements des obligations allemandes à 10 ans sont passés de 5 points de base à presque 80.

Ces différents événements ont fait naître la crainte selon laquelle même les marchés les plus ancrés et les plus liquides - de type actions américaines, ou encore obligations gouvernementales aux Etats-Unis et en Allemagne - pourraient en fin de compte ne pas l'être suffisamment. Comment l'expliquer ?

Sur les marchés des actions, les traders haute fréquence (THF), qui utilisent des programmes informatiques algorithmiques afin de suivre les tendances du marché, représentent une part majeure des transactions. Cela crée naturellement un comportement de troupeau. En effet, le trading effectué aujourd'hui aux Etats-Unis se concentre principalement sur l'ouverture et la

dernière heure du jour de Bourse. Pendant le reste de la journée, les marchés présentent une illiquidité, avec peu de transactions réalisées.

Une deuxième explication réside en ce que les actifs à revenu fixe, de type obligations gouvernementales, d'entreprises et des marchés émergents, sont pour la plupart négociés hors cote sur des marchés illiquides.

Troisièmement, non seulement les revenus fixes présentent davantage d'illiquidité, mais la plupart de ces instruments - qui ont considérablement augmenté en nombre, en raison de l'émission proliférante de dettes publiques et privées - sont aujourd'hui détenus dans le cadre de [fonds communs de placement](#) dont les investisseurs sont autorisés à s'extraire du jour au lendemain. Imaginez une situation dans laquelle une banque investirait dans des actifs illiquides, tout en permettant à ses déposants de récupérer leurs espèces du jour au lendemain : en cas de ruée sur ces fonds, la nécessité de vendre les actifs illiquides pourrait très rapidement faire diminuer leur prix, dans le cadre de ce qui s'apparenterait à une vente au rabais.

Quatrièmement, antérieurement à la crise de 2008, les banques étaient teneurs de marché s'agissant des instruments à revenu fixe. Elles détenaient un important stock de ces actifs, fournissant ainsi une liquidité et atténuant les excès de volatilité des prix. Or, les nouvelles réglementations étant venues sanctionner de telles transactions (au moyen de charges de capital plus élevées), les banques et autres institutions financières ont réduit leur activité de tenue de marché. Elles ne sont plus là pour agir en tant que stabilisateur.

C'est ainsi que, lorsque surviennent des situations inattendues - par exemple lorsque la Fed annonce la fin anticipée des taux d'intérêt zéro, lorsque les prix du pétrole explosent, ou que la croissance de la zone euro amorce une reprise -, la nouvelle notation des actions, et particulièrement des obligations, peut se révéler abrupte et dramatique : chacun se retrouvant coincé avec les mêmes transactions, il s'agit de s'en extraire rapidement. Mais, de nombreux investissements s'inscrivant dans le cadre de fonds illiquides, et face à l'absence des teneurs de marché qui habituellement atténuent la volatilité, les vendeurs n'ont d'autre choix que de concéder des rabais.

Cette coexistence de liquidité macroliquidité et d'illiquidité des marchés constitue une véritable bombe à retardement. Au fil du temps, plus les banques centrales persisteront à créer de la liquidité afin d'éliminer la volatilité à court terme, et plus elles alimenteront une bulle des prix des

actions, des obligations, et des autres marchés d'actifs.

Nouriel Roubini, est président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.

Nouriel Roubini

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2015.

Planète Terre : les dangers qui nous guettent d'ici 2055

Blog de la résistance 11 juin 2015

[C'est une vision de l'avenir avec des lunettes rose. Nous ferons face à un effondrement (sûrement de type « catabolique ») de la civilisation industrielle dans les années qui viennent.]

D'ici 2055, les voitures se conduiront toutes seules, l'accès à internet sera décuplé **[si l'accès à internet est gratuit pour tous, ce que je ne crois pas.]** et les robots intelligents feront partie de nos vies quotidiennes **[faux : c'est irréalisable. Il faudrait des ressources matérielles et monétaires que nous n'aurons plus pour produire et entretenir ces robots. Voir article suivant : « La technologie a besoin de capital pour générer de la croissance » p.13].** Malgré ces progrès technologiques, nous avons échoué à résoudre certains problèmes. Par exemple, **la planète n'a pas encore réussi à se défaire de sa dépendance aux énergies fossiles** ou aux antibiotiques. Ou encore : la forêt tropicale se trouve toujours en danger et plus de personnes éprouvent des problèmes de santé mentale. Bien que 2055 paraisse encore loin, la science et la technologie doivent se pencher dès maintenant sur ce qui pourrait menacer notre avenir. Voici ce à quoi pourrait ressembler la vie sur terre en 2055.

LES FORÊTS TROPICALES POURRAIENT DISPARAÎTRE

Chaque année, la déforestation engendrée par l'exploitation forestière et l'agriculture réduit le territoire des forêts tropicales. Conséquence? Certains médicaments indispensables à la vie pourraient finir par disparaître avec elles. Ce pourrait être le cas du Taxol, un remède contre le cancer qui est fabriqué à partir des graines d'un pin présent dans ce type de forêt. Au

rythme actuel, c'est entre un tiers et près de la moitié de la forêt tropicale qui devrait disparaître d'ici 2055, selon un rapport de l'*International Journal of Climatology*.

DES MALADIES SE PROPAGERONT PLUS FACILEMENT

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), d'ici 2030, 60 000 personnes de plus mourront de la malaria chaque année. En raison du réchauffement climatique des dernières années, les moustiques porteurs de la maladie, qui a tué 630 000 personnes l'an dernier, propageront la malaria dans des régions qui n'avaient jamais été à risque auparavant. Même constat pour la dengue et la fièvre jaune. Les moustiques qui transportent ces maladies tuent chaque année 50 000 personnes, et de nouvelles régions seront maintenant touchées. En 2055, l'OMS prévoit que 4,6 milliards de personnes seront menacées par ces maladies. La même situation pourrait se produire avec le choléra, qui éclot aussi sous des climats plus chauds. La maladie tue entre 100 000 et 130 000 personnes chaque année dans le monde, presque exclusivement dans les régions où il y a des pénuries d'eau potable.

LES CAS DE DÉMENCE DEVRAIENT TRIPLER

Comme les gens vivent plus longtemps, ils seront touchés par de plus en plus de maladies liées au vieillissement. Les plus inquiétantes seront celles difficiles à diagnostiquer ou à traiter, comme la démence. En 2055, les cas devraient tripler, passant de 36 millions à un étonnant 115 millions, d'après un rapport récent de l'Organisation mondiale de la santé. Plus de 50 % des personnes atteintes vivent dans des pays à faible et moyen revenus. En 2055, cette proportion devrait augmenter à plus de 70 %. L'obstacle le plus important au traitement du trouble dans de nombreux pays est l'incapacité de faire un diagnostic précoce : les programmes de sensibilisation et les soins médicaux sont coûteux, même dans les pays riches. Entre le cinquième et la moitié des cas de démence est reconnu à temps pour que le trouble soit adéquatement traité.

LA POPULATION DES VILLES DEVRAIT TRIPLER

[Pourquoi? Il n'y a pas de production de nourriture en ville. Au contraire, les gens fuiront les villes.]

En 1950, un peu moins de 750 millions de personnes vivaient dans les zones urbaines. Aujourd'hui, ce chiffre a grimpé à 4 milliards, soit plus de la moitié de la population mondiale. Au milieu du siècle, on prévoit que près de 6,3 milliards de personnes vivront dans des villes. En plus du surpeuplement, cela encouragera la propagation de maladies infectieuses et de virus, de la tuberculose en passant par la grippe. Comparativement aux régions rurales, les villes consomment environ les trois quarts de la production mondiale d'énergie et produisent la même quantité de dioxyde de carbone. Un accroissement de la population urbaine exercera une pression accrue sur les demandes d'énergie et générera plus de pollution, rendant ainsi l'air toxique et causant le décès prématuré de millions de gens.

DES SUPERMICROBES POURRAIENT TUER DES MILLIONS DE PERSONNES

Aujourd'hui, les infections qui ne répondent plus aux médicaments courants tuent 700 000 personnes par année. En 2055, on croit qu'on atteindra les 10 millions de décès par an. Le problème des bactéries résistantes aux antibiotiques a été exacerbé par le fait que les médecins et les pharmaciens du monde entier les prescrivent librement et que les agriculteurs les utilisent délibérément dans leurs récoltes et dans l'alimentation animale. En raison de cette utilisation délibérée, les antibiotiques se trouvent maintenant presque partout, dans l'eau comme dans le sol. À moins que la demande ne diminue ou que la réglementation sur leur utilisation se raffermisse, nous sommes condamnés à vivre dans un monde où des millions de personnes mourront d'infections qui ne pourront plus traiter.

UN ACCÈS À L'EAU RÉDUIT POUR LA MOITIÉ DE LA POPULATION

En 2015, 1,1 milliard de personnes n'ont pas un accès adéquat à l'eau et 2,5 milliards vivent dans des régions en pénurie. D'ici 2055, ces chiffres augmenteront. Les populations des zones concernées, principalement au Moyen-Orient et en Afrique, auront aussi des difficultés à protéger leur environnement, à irriguer leurs champs ou à vaquer à des activités domestiques et industrielles normales. En ce moment, le tiers des fleuves du monde a disparu. Avec la croissance démographique et le réchauffement de la planète, la situation ne fera que s'aggraver. L'assèchement des lacs et des

rivières libérera plus de gaz à effet de serre dans l'air, comme le dioxyde de carbone et le méthane, ce qui pourrait aggraver les changements climatiques. En raison du cycle de l'eau, le monde devra également faire face à plus de sécheresses, ce qui causera des feux de friches au moins deux fois plus destructeurs.

LE COÛT EXORBITANT DU PÉTROLE

[C'est le point clé : sans pétrole bon marché c'est la fin de la civilisation industrielle.]

L'augmentation de la population entraînera la construction de plus de maisons **[faux : il faut beaucoup d'argent et de ressources pour bâtir des maisons sous la forme que nous connaissons aujourd'hui.]** et la circulation de plus de voitures **[Faux aussi : la voiture (et les infrastructures pour les faire rouler) est un luxe extrême que nous n'avons plus.]**, et une demande accrue pour les ressources énergétiques. Selon un rapport de la HSBC, si l'utilisation mondiale d'énergie se poursuit au rythme actuel, la planète sera confrontée à diverses problématiques en 2055. On parle notamment d'une augmentation de 110 % de la demande en pétrole **[mais une offre qui va diminuer dramatiquement]**, qui devrait passer à plus de 190 millions de barils par jour **[totalement irréalizable]**, et d'une hausse de 50 % de la demande totale d'énergie **[Ça, « demander », on sait faire.]**. Le coût de l'extraction du pétrole devrait aussi monter en flèche. En effet, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) prévoit que le prix du baril pourrait atteindre 200\$ **[l'économie mondiale est incapable de supporter un baril à 150\$, encore moins 200\$ ou plus.]**. Les combustibles non fossiles joueront donc un plus grand rôle **[faux : les combustibles non fossiles ont besoin du pétrole bon marché pour être produit.]**, car les experts croient que d'ici 175 ans, les autres énergies plus polluantes disparaîtront complètement.

UNE AUGMENTATION DES ATTAQUES INFORMATIQUES

[Moins il y a de gens qui sont branché à internet moins c'est possible de subir des attaques informatiques. Ce sont les gens ordinaires qui payent les infrastructures coûteuses de l'internet (et la classe moyenne va diminuer dramatiquement bientôt). Donc, les prix des abonnement vont monter en flèche ou... le système va s'arrêter.]

D'ici 2025, les experts estiment que les individus malveillants présents sur le Web vont accélérer leurs jeux de piratage. Selon ces mêmes experts, une grande attaque causant d'importantes pertes de vie et de biens pourrait coûter des dizaines de milliards de dollars. Aujourd'hui, les pays et les militaires ont commencé à s'aventurer sur le territoire du piratage. Par exemple, le groupe État islamique a récemment lancé une opération appelée *Cybercalliphate*, et la Russie appuierait un groupe de pirates financé à même les coffres de l'État. Des attaques potentielles qui pourraient toucher les banques, les entreprises et les données privées, mais aussi causer des dégâts tangibles aux citoyens d'un monde de plus en plus tributaire de la technologie.

DES ESPÈCES DE POISSONS POURRAIENT DISPARAÎTRE

[Il n'y en aura plus pour manger, même dans la rivière du coin.]

Selon un rapport publié par l'ONU, si la pêche mondiale se poursuit au rythme actuel, toutes les réserves de poissons pourraient disparaître d'ici 2050. Pour remédier à ce problème, de nombreuses organisations, dont l'ONU et la Commission européenne, ont essayé d'imposer des limites de capture. Personne ne connaît les dommages que l'extinction de certaines espèces de poissons pourrait causer aux écosystèmes du monde ou les impacts réels sur les humains. Près de 3 milliards de personnes tirent le cinquième de leurs protéines de la consommation de poissons, ce qui en fait une source d'alimentation plus importante que la viande de bœuf. Nous utilisons aussi une multitude de médicaments fabriqués à partir d'espèces marines. Il y a aussi l'argent. Entre 10 % et 12 % de la population mondiale comptent sur la pêche et l'aquaculture pour assurer leur subsistance, et ces activités contribuent à environ 129 milliards de dollars tirés des exportations mondiales, dont la moitié qui vient des pays en développement.

DES OURAGANS PLUS FRÉQUENTS ET PLUS FORTS

Vous souvenez-vous de l'ouragan Sandy? Ce pourrait être un simple aperçu de ce qui nous attend. Alors que nos grands-parents n'ont probablement vu qu'une seule tempête de ce genre, nos petits-enfants pourraient en vivre au moins 20 de la sorte au cours de leur vie. Bien que les changements climatiques soient plus connus pour faire monter le niveau de la mer et la température, ils intensifieront également les tempêtes. Puisque la planète se

réchauffe, il y a davantage de vapeur d'eau – le carburant des ouragans – qui pénètre dans l'atmosphère. Cette combinaison pourrait, en 2100, augmenter de 300 % la puissance des ouragans, selon les évaluations de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) des États-Unis. À mesure que les océans se réchaufferont et que les glaces de la mer du Nord fondront, le niveau de la mer augmentera et multipliera la fréquence des inondations partout dans le monde.

LA VIE PRIVÉE MENACÉE

[Sans internet comment menacer la vie privé des gens? Pour que internet soit une menace il faudrait que les gens choisissent de se priver de nourriture pour s'offrir le service internet. Je serait curieux de savoir si les américains recevant actuellement des bons alimentaires (47 millions d'américains reçoivent environ 300\$ par mois pour ne pas mourir de faim) ont l'internet?]

Alors que les citoyens sont de plus en plus préoccupés par l'utilisation des drones et autres technologies du genre (comme les nombreuses caméras de surveillance dans les lieux publics), on prévoit que les données seront au cœur de la révolution numérique. La poursuite de la croissance exigera assurément un plus grand degré de transparence entre les gens et les périphériques, empiétant ainsi sur les différents aspects de notre vie privée. Il est difficile de prévoir toutes les conséquences possibles, mais ceux qui pensent pouvoir gérer leur propre identité pourraient être confrontés à d'importants problèmes légaux.

DES PROBLÈMES PULMONAIRES PLUS GRAVES

En 2055, le nombre de décès causés par la pollution de l'air augmentera et plus de 6 millions de personnes en mourront chaque année, selon un rapport récent de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Comment? En plus d'un air plus pollué, le temps chaud accélérera les réactions chimiques produites par de nombreux polluants. On parle notamment de l'ozone troposphérique, un produit chimique qui irrite le tissu délicat des poumons. Le produit cause de la toux, une sensation de brûlure, une respiration sifflante et un essoufflement lors de l'inhalation. L'ozone aggrave souvent les affections respiratoires comme l'asthme et l'emphysème.

En Inde, où le problème est particulièrement intense, l'OCDE estime qu'environ 130 personnes sur 1 million mourront prématurément aux suites de l'exposition à l'ozone.

D'IMPORTANTES VILLES INONDÉES

Si les émissions de dioxyde de carbone se poursuivent impunément, le niveau de la mer montera d'environ un mètre partout sur la planète d'ici 2100. Sans planification adéquate, de nombreuses villes côtières situées entre New York et Calcutta pourraient être dévastées. Bien entendu, les effets de la hausse du niveau de la mer se feront sentir avant 2100. Si le niveau monte de seulement 45 cm, beaucoup de gens perdront leur maison, et certaines villes perdront de précieux atouts. Un rapport de l'OCDE, publié en 2008, prévoyait que Calcutta serait la ville la plus durement touchée, avec 14 millions de personnes et 2 billions de dollars en biens exposés, en 2070. La ville de New York fait aussi partie de la liste, avec 2,9 millions de personnes et 2,1 billions de dollars en biens exposés. En 2050, la marée montante se fera durement sentir aux États-Unis, où la plupart des villes situées le long de la côte nord-est connaîtront des inondations de plus de 30 jours chaque année.

DES PANNES ÉLECTRIQUES PLUS FRÉQUENTES

[Faux : les lumières vont s'éteindre et plus plus rapidement que prévu. Ce ne seront pas de simples pannes.]

L'ouragan Sandy a réussi à plonger dans le noir une bonne partie de la ville de New York en 2012. Ce type de situation serait sur le point de devenir beaucoup plus fréquent. Le niveau de la mer plus élevé, de puissantes tempêtes tropicales et l'accroissement de la consommation d'énergie partout dans le monde conduiront à des pannes d'électricité généralisées. Aux États-Unis, les effets seront plus importants dans les villes peuplées du nord-est, comme New York et Philadelphie. En 2055, jusqu'à 50 % de plus des gens y seront temporairement privés d'électricité. De La Nouvelle-Orléans au Connecticut, les pannes de courant augmenteront de façon spectaculaire.

DES MILLIONS DE PERSONNES MANQUERONT DE NOURRITURE

[En fait, ce sont des milliards de personnes qui mourront de faim et

beaucoup plus tôt qu'on ne le croit.]

Chaque décennie, le réchauffement de la planète diminue de 2 % la quantité de nourriture que nous produisons dans le monde entier. Même si ça semble peu, cela signifie que d'ici les 10 prochaines années, nous allons perdre 4 440 000 tonnes métriques d'aliments, et une tonne équivaut à 1 000 kg. Le problème évoluera ainsi : des ravageurs et des agents pathogènes se propageront dans des zones plus chaudes et sèches, où ils n'ont pas été problématiques auparavant. Le problème sera particulièrement présent en Afrique et en Asie du Sud, d'où provient une grande partie de la production alimentaire mondiale. Les récoltes de blé, de maïs et de millet diminueront : les chercheurs estiment qu'elles chuteront de près de 10 % d'ici 2055. Comme la quantité de nourriture produite diminuera, la demande augmentera. Un accroissement rapide de la population s'ajoutera à la demande, qui connaîtra une hausse de 14 % d'ici le milieu du siècle. Dans ce scénario à forte demande, le prix du riz et du maïs devrait doubler. Des millions d'enfants souffriront de malnutrition, ce qui ralentira grandement leur développement.

La technologie a besoin de capital pour générer de la croissance



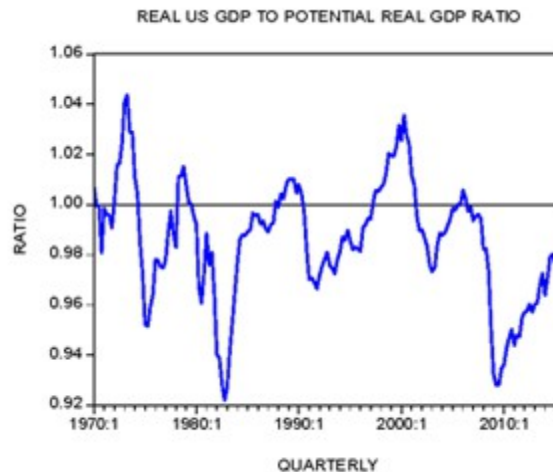
Frank Shostak
Frank Shostak

Publié le 11 juin 2015

Dans son article intitulé [The Big Meh](#), Paul Krugman se plaint du fait que, malgré les récentes avancées en termes de technologie de l'information, les effets n'en ont jusqu'à présent été que négligeables en termes de croissance économique.

Krugman écrit que « l'ère digitale, qui s'étend sur plus de quatre décennies, est décevante. Les nouvelles technologies nous ont apporté des manchettes racoleuses, mais aucun résultat économique. Pourquoi ? Je n'en sais rien – et personne n'en sait plus que moi ».

Si l'on observe le ratio du PIB réel sur le PIB réel potentiel, l'économie semble en effet inférieure à son potentiel, un ratio de 0.977 ayant par exemple été enregistré au premier trimestre de cette année.



Contrairement à Krugman, je suis d'avis que des économistes tels que Ludwig von Mises et Murray Rothbard aient apporté une réponse claire à la question de la technologie et de la croissance économique.

Dans *Man, Economy, and State*, Rothbard explique que la technologie, bien qu'importante, doit toujours travailler au travers de l'investissement de capital pour favoriser la croissance économique.

Il cite Mises, qui dit que :

Ce qui manque aux pays sous-développés n'est pas le savoir en matière de technologies occidentales, qui peut se transmettre assez facilement. Le savoir peut être acheté, en personne ou sous forme de livres. Ce qui leur manque, c'est l'apport de capital épargné nécessaire à la mise en place de ces méthodes technologiques avancées.

Une majorité des théories modernes qui soulignent l'importance des nouvelles idées et des nouvelles technologies donnent l'impression que ces idées et technologies sont « déliées de tout ». De nombreux experts pensent qu'en raison des quantités limitées de capital et de main d'œuvre, sans progrès technologique, les opportunités de croissance finissent par disparaître.

Les nouvelles idées ont besoin d'être financées

Les idées, contrairement aux apports matériels, ne souffrent pas de rareté. En conséquence, les nouvelles idées relatives à des processus plus efficaces et de nouveaux produits rendent possible une croissance continue.

Mais peu importe combien d'idées les gens peuvent avoir, ce qui importe est de les réaliser. La limite à la mise en place de nouvelles techniques a toujours été la disponibilité de fonds. Alors que les idées et les techniques nouvelles peuvent favoriser une utilisation plus efficace de ressources rares, elles ne peuvent pas aller loin sans épargne réelle.

Peu importe l'intelligence de nos idées en matière de technologie, sans financements adéquats, rien n'en ressort jamais. C'est au travers de l'expansion de l'épargne qu'un élargissement des réserves de biens d'équipement peut survenir. Et c'est la hausse du nombre de biens d'équipement par travailleur qui permet à la croissance économique de s'installer.

Pour obtenir plus de financements, nous avons besoin d'épargne

Evidemment, de nouvelles idées et technologies peuvent être introduites alors même que sont produits de nouveaux biens d'équipement (comme de nouvelles technologies). Le problème est, toutefois, que des biens d'équipement ne peuvent être produits sans une accumulation préalable de financements ou d'épargne.

Prenons John, par exemple, qui est un boulanger qui vient de produire dix miches de pain. Il en consomme deux et en utilise deux autres – son épargne réelle – pour acheter une nouvelle pièce qui lui permettra d'améliorer son four. Avec un meilleur four, il peut désormais produire vingt miches de pain. Il n'en consomme de nouveau que deux, puis grâce à son épargne accrue (dix-huit miches de pain), il améliore davantage son four en introduisant de nouvelles pièces – ce qui permet la création d'une nouvelle technologie. Notez que cela n'est rendu possible que par l'accumulation d'épargne.

Malgré les nouvelles technologies, le problème auquel a été confrontée la croissance économique a été l'intervention continuelle des banques centrales sur les marchés financiers.

Depuis 2008, ces interventions ont été rendues manifestes par les politiques monétaires laxistes de la Fed, qui ont débouché sur l'expansion monétaire de ses bilans et sur la réduction des taux d'intérêt.

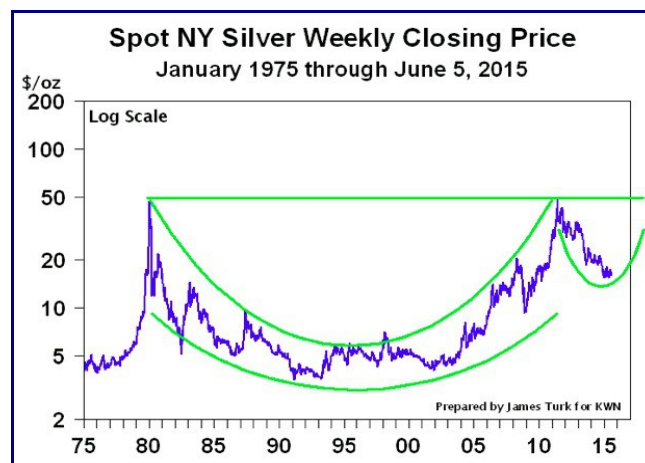
Ces politiques ont été responsables de l'érosion sévère de l'épargne réelle, et ont affaibli le processus de formation de capital. L'économie en a donc

souffert, en dépit des améliorations technologiques.

Pour Krugman et pour beaucoup d'autres, l'épargne est une mauvaise chose – ils la perçoivent comme une baisse de la demande. Nous ne devrions donc pas nous étonner du fait qu'ils ne comprennent pas pourquoi les nouvelles idées ne se sont pas traduites par une croissance économique plus robuste. Contrairement à ce que pense Krugman, soutenir la demande en agrégats tout en affectant négativement le processus de formation de capital, et donc la capacité de production de biens et services, ne peut pas renforcer la croissance économique au fil du temps. Penser le contraire revient à croire que quelque chose peut être créé à partir de rien.

[James Turk sur la Grèce, le Japon et l'argent physique](#)

Blog de la résistance et <http://or-argent.eu/> 10 juin



Enfin pour le moment les MP résistent bien et se maintiennent (indication de survente), repartant à la hausse cette semaine. Z .

Interview de James Turk sur [KWN](#), publiée le 8 juin 2015 :

« Commençons aujourd'hui par la Grèce. Il est clair que les caisses du gouvernement sont vides, mais les eurocrates font tout ce qui est en leur pouvoir pour repousser l'échéance.

Quasi l'intégralité de la dette grecque a été transférée du bilan des banques et des autres prêteurs privés vers le secteur public, à savoir l'Union européenne, la BCE et le FMI. Il ne s'agit que d'un exemple de la façon dont la politique fonctionne aujourd'hui.

Les banques ont refourgué leurs actifs pourris dans les mains des institutions financées par les contribuables, afin que ce soient eux, plutôt que les actionnaires des banques, qui essuient les pertes. Et avec une dette qui totalise 320 milliards d'euros, les pertes sur la Grèce seront énormes. Pourtant, ce pays n'est qu'une petite partie d'un monde qui croule sous les problèmes.

L'onde de choc financière à venir

Le Japon est engagé dans la dévaluation de sa monnaie tel un TGV sur ses rails, la sonnette d'alarme des pays asiatiques exportateurs s'est enclenchée. La crise asiatique de 1997 s'est propagée en raison de la dévaluation de la monnaie chinoise, il ne nous reste donc qu'à attendre pour voir si le Japon sera l'initiateur d'une onde de choc financière similaire.

Les taux d'intérêt sur la dette à long terme augmentent quasi partout, mais particulièrement dans les pays socialistes surendettés. Ces gros emprunteurs ne peuvent même pas se permettre de payer les taux d'intérêt négligeables obtenus par les manipulations des banques centrales. Des taux d'intérêt plus élevés ne feront qu'empirer les déficits budgétaires massifs de ces pays insolvables, mais la menace d'une hausse des taux pose un risque caché encore plus grave.

Il existe pour des zillions de paris sur les produits dérivés qui sont en perte alors que les taux d'intérêt sur les obligations et d'autres dettes à long terme augmentent. Nous avons vu ce qui s'est passé en 2008 lorsque les banques se trouvaient du mauvais côté de ces paris. Il me semble qu'une nouvelle déconfiture semblable à 2008 n'est plus bien loin.

Le thème récurrent des points que nous venons d'aborder, c'est le risque de contrepartie. Le risque de défaut va sans aucun doute continuer d'empirer ce qui signifie que les actifs tangibles sont plus que jamais la meilleure alternative.

La suite et fin ici : <http://or-argent.eu/james-turk-sur-la-grece-le-japon-et-largent-physique/>

La prochaine phase de la guerre contre la monnaie liquide sera plus agressive encore



Pendant six années consécutives, la Fed a tenté de se débarrasser de l'argent liquide.

Elle a d'abord porté les taux d'intérêt à zéro... afin que l'épargne ne produise rien en termes de revenus d'intérêts. Au taux actuel, un retraité qui aurait un million de dollars sur son compte épargne ne gagnerait que 2.500 dollars par an de revenus d'intérêts.

La Fed espérait qu'en rendant difficile l'accumulation de monnaie pour les épargnants, ces derniers se déplaceraient vers des actifs à risque tels que les actions et les obligations. Elle est parvenue à ses objectifs, dans le sens où les actions sont désormais dans la plus grosse bulle de l'Histoire, alors que les obligations enregistrent des rendements que l'on n'avait encore jamais vus en temps de paix.

Mais la Fed fait désormais face à un autre problème.

Puisque les obligations ne rapportent que très peu (et sont de plus en plus volatiles en raison du manque de liquidité généré par le QE), la monnaie semble à nouveau avantageuse.

Pour dire les choses autrement, si vous aviez le choix entre un argent qui ne rapporte rien mais demeure stable et un capital qui fluctue de 5% par an (mais ne rapporte presque rien), lequel choisiriez-vous ?



La réponse est simple : vous choisiriez l'argent liquide. Il est vrai que vous

n'en tireriez rien... Mais vous n'auriez pas non plus à vous soucier des fluctuations excessives des actions et des obligations. L'argent a enregistré les mêmes rendements que les actions l'année dernière... sans en copier la volatilité !



Voilà qui pose un réel problème à la Fed... problème qui devrait la pousser à redoubler d'efforts pour se débarrasser de l'argent liquide.

Cette campagne a déjà commencé. De nombreux économistes liés de très près à la Fed ont demandé une taxe sur la monnaie... voire pour certains une abolition de l'argent liquide !

Ce ne sont pas de simples paroles en l'air. JP Morgan et d'autres grosses banques commencent à interdire à leur client de déposer du liquide dans des coffres personnels. De plus en plus de banques imposent des règles similaires, tout comme le gouvernement. L'Etat de Louisiane a récemment rendu illégal le rachat en liquide de produits d'occasion.

Marchés obligataires en Zone euro : attention danger !

11 juin 2015 | [Mory Doré](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Avant le krach inédit sur l'obligataire en avril dernier, il était quasi-unanimement admis que des taux longs bas étaient devenus l'état normal du monde. Mais les consensus doivent inspirer méfiance... et les lecteurs de mon rapport [Banques vos vrais risques](#) n'ont pas dû être surpris.

Revenons sur ce "krach" obligataire inédit d'avril 2015 sur les emprunts d'Etat de la Zone euro et tentons des explications. Toujours facile après... mais nous avons cependant pris le risque d'alerter avant.

Il faut bien parler de krach compte tenu de l'ampleur des mouvements et surtout de la volatilité de ces mouvements. Après un plus bas historique à 0,08% du taux 10 ans Bund le 19 avril défiant les "lois" fondamentales les plus élémentaires de la valorisation des actifs financiers, nous avons assisté à un violent mouvement de réajustement propulsant le 10 ans allemand à 0,73% le 12 mai. Les propos de Benoit Coeuré font revenir les taux à 0,48% le 29 mai. Mais des "anticipations d'inflation" propulsent à nouveau le 10 allemand autour de 0,90% en ce début juin.

Les épargnants possédant des obligations et obligés de vendre à ce moment-là leurs titres auraient enregistré un sacré manque à gagner

Les épargnants possédant des obligations et obligés de vendre à ce moment-là leurs titres auraient enregistré un sacré manque à gagner. Comme vous le savez, lorsque les taux remontent, la valeur des obligations existantes baisse.

Les évolutions ont été tout aussi violentes sur les taux des emprunts d'Etat français à 10 ans : plus bas historique à 0,33% le 17 avril puis violentes tensions avec hausse des taux à 1,05% le 14 mai, détente à 0,79% fin mai et nouvelles tensions avec une pointe de l'OAT 10 ans jusque vers 1,25% le 5 juin.

▪ **L'économie aurait son mot à dire ?**

Les marchés ont prétexté les premiers timides effets du *quantitative easing* de la BCE sur les anticipations d'inflation. Si on pense que l'inflation moyenne sur les 10 prochaines années va finir par atteindre 2% (objectif de la BCE), l'écart de rendement entre une obligation à 10 ans et une obligation indexée sur l'inflation à 10 ans doit alors être de 2%. Les rendements réels (rendement offert par une obligation diminué de l'inflation) ne pouvant vraisemblablement plus baisser, nous avons donc assisté à un violent réajustement à la hausse des taux longs nominaux.

Mais les banques ne pourraient supporter une hausse violente et durable des taux longs. Elles ont accumulé de fortes positions en obligations ces dernières années ; les pertes de valeur des obligations dans les bilans des banques diminuent leurs fonds propres et donc détériorent les ratios de solvabilité.

Donc il n'y aura pas d'arrêt du QE de la BCE avant sa fin officielle (septembre 2016), contrairement à l'anticipation des marchés. Il serait donc plus rationnel de parier sur un krach des emprunts d'Etats de la Zone euro après septembre 2016 en l'absence d'un QE2 (lié à l'absence de reprise de l'inflation officielle).

Dans les semaines qui viennent, attendez-vous à une détente des taux longs et donc à une hausse du prix des obligations d'Etat (malgré une surévaluation déjà affolante) à cause des éléments suivants :

- Mi-mai, Benoit Coeuré a affirmé que la banque centrale n'hésiterait pas à accélérer les achats de dettes publiques dans le cadre du QE — ce qui n'a pas échappé à quelques initiés. Face à la moindre secousse obligataire, la communication de la BCE vise à ancrer des anticipations de taux bas pour l'éternité.

- Un déséquilibre significatif entre l'offre et la demande d'obligations d'Etat en Zone euro. En juillet, la différence entre les emprunts d'Etat de la Zone euro parvenus à échéance et les émissions prévues par les pays de cette même zone devrait avoisiner les 125 milliards d'euros. Si le marché reste demandeur de ces titres et qu'il y en a moins, c'est un facteur de baisse des taux. Globalement les pays d'Europe réduisent leurs déficits et le taux d'épargne reste robuste.

▪ **Le comportement des investisseurs et spéculateurs reste la clé**

Il est certes difficile de parier sur la baisse des taux longs face à un acteur aussi puissant que la BCE. Celle-ci dispose d'un pouvoir de création monétaire illimitée et n'est pas contrainte par les règles comptables et prudentielles qui s'imposent aux banques "de droit commun".

Nous pourrions assister à de nouvelles secousses obligataires si les vendeurs d'obligations de la Zone euro surpassaient les achats des banques centrales nationales

Si la BCE et les banques centrales nationales réussissent, à travers le QE, à absorber les fortes ventes ou les moindres achats d'obligations d'Etat en euro, le risque de remontée durable des taux longs est faible. En revanche, nous

pourrions assister à de nouvelles secousses obligataires si les vendeurs d'obligations de la Zone euro surpassaient les achats des banques centrales nationales et les achats mutualisés de ces mêmes dettes publiques par la BCE.

Il faut donc essayer autant que faire se peut d'anticiper le comportement des

détenteurs de dettes publiques des pays souverains en euro.

Les banques et assureurs de la Zone euro ne sont pas vendeurs à la BCE de leurs titres d'Etat pour quatre raisons :

- Premièrement parce que ces titres constituent une part importante de la réserve de liquidité des banques.
- Deuxièmement, détenir des titres d'Etat qui bénéficient encore d'un traitement favorable dans le calcul des risques (risque 0) fait remonter les ratios de solvabilité.
- Troisièmement, les banques reçoivent un intérêt sur de l'argent qui ne leur coûte rien.
- Quatrièmement, les assureurs seraient bien embêtés s'ils devaient réinvestir les liquidités reçues de la vente de titres.

Les *hedge funds* peuvent être brutalement vendeurs. Les débouchements de leurs positions (ils anticipaient la hausse du dollar) sont à l'origine des tensions actuelles.

Les investisseurs non-résidents, particulièrement ceux qui comptent en dollars, peuvent passer vendeurs s'ils percevaient une augmentation du risque de change avec un euro en baisse face au dollar.

Les banques centrales étrangères peuvent réduire leurs achats de titres d'Etat Zone euro Les banques centrales étrangères peuvent réduire leurs achats de titres d'Etat Zone euro. Avec la disparition des excédents commerciaux de certains pays émergents, ces derniers n'auront plus de quoi investir sur les marchés obligataires étrangers. De même, si certaines devises émergentes se déprécient suite à des déséquilibres des paiements courants, les banques centrales des pays concernés n'auront plus besoin de réserves en euro, dollar ou sterling ce qui signifie moins d'achat de Treasuries US, Gilts britanniques, Bund allemands ou OAT françaises.

Résigné, Mario Draghi a prévenu qu'il fallait anticiper jusqu'en septembre 2016 une volatilité importante sur les marchés de taux longs : hausse des taux longs lorsque le marché anticipera (à tort ou à raison) une remontée de l'inflation et un arrêt du QE ; baisse lorsque le marché anticipera (à tort ou à raison) un retour de déflation et donc la mise en place d'un QE2 à partir de l'automne 2016.

Mieux vaut [préparer vos investissements](#) à ces montagnes russes — en

n'oubliant pas l'importance de l'influence du marché obligataire sur les marchés d'actions.

L'impensable

Patrick Reymond 10 juin 2015

L'impensable vient d'être dit. Les USA sont mortels, et l'onde de choc risque d'être colossale, comme est déjà colossal son effacement rapide.

Réfléchissons. Les USA, ce sont déjà pas loin de 600 milliards de déficits extérieurs, 5 millions de barils de pétrole importés, et un va et vient de capitaux, mais surtout la perte d'une idéologie totalitaire qui structurait la classe dirigeante.

Elle n'a plus de pensée propre, mais un catéchisme dont il ne faut, sous aucun prétexte s'écarter.

Les déboires technologiques, aux USA pour le F35, en France pour l'EPR, indiquent l'effondrement de tout bon sens, et de toute rationalité.

Pourquoi ne pas arrêter les frais ? Parce qu'ils ont déjà été trop importants ! Pourtant, les USA militaristes ont arrêtés des centaines de programmes d'armements, parce qu'ils ne donnaient rien.

A Moscou, finalement, on ne regrette visiblement pas de ne plus être du G8, une cité de fous, tous plus tarés les uns que les autres. Une réunion de quasimodo du cerveau, sans son courage, ni sa force, ni même son intelligence.

D'ailleurs, les groupies et pompom girls du gouvernement lui donnent sa crédibili-débilité. Il est acclamé par le MEDEF. Et logiquement honni par la population. Sauf par ses propres groupies et pompom girls incapables d'avoir un avis personnel ou de changer tant soit peu sa manière de voter.

Le plafonnement des dommages et intérêts est un non sens et une aberration : comment peut-on plafonner, AVANT les dommages perçus ? Aucun tribunal n'est lié par un barème officiel, même s'il existe, dans les faits.

Les gouvernements occidentaux sont dans le déni et le délire.

Et dans l'unité de la foi qui animait l'occident médiéval. Rome s'appelle Washington, les indulgences, le dollar. Leur catéchisme, le libéralisme économique.

Quand les autorités font main basse sur l'argent de leurs citoyens

11 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ [Nous avons parlé du "bon" hier](#). Aujourd'hui, nous nous intéressons aux truands. Ce n'est pas le choix qui manque ; les candidats sont trop nombreux. N'ayant pas de meilleur critère de sélection, nous nous inspirons de l'actualité.

En l'occurrence, il nous semble que les agents de la DEA et la police locale méritent une bonne volée de bois vert. Ils puisent dans l'argent des autres en prétendant que ledit argent a été mal acquis. Le plus souvent, il n'est absolument pas mal acquis — sinon par les agents eux-mêmes.

Dans tous les Etats-Unis (mais aussi au Canada et dans de nombreux autres pays occidentaux), la police s'en donne à coeur joie, prenant l'argent des citoyens honnêtes (et parfois malhonnêtes, certes).

Les agents lui ont tout pris. Le jeune homme n'a jamais été accusé de quoi que ce soit Un jeune homme de Detroit, par exemple, a pris le train pour aller en Californie, où il espérait lancer une société de production de clips musicaux. Il emportait avec lui l'épargne de toute une vie — 16 000 \$ en espèces. La DEA (l'agence de répression des drogues aux Etats-Unis) n'a pas pu résister à l'appât du gain. Les agents lui ont tout pris. Le jeune homme n'a jamais été accusé de quoi que ce soit. Pas de drogues. Pas d'armes. Rien de rien.

Le *Washington Post* décrivait l'incident :

"Joseph Rivers avait de grandes ambitions. Selon le Albuquerque Journal, l'aspirant homme d'affaires, venant de la banlieue de Detroit, avait réussi à rassembler 16 000 \$ de capital de départ pour réaliser son rêve : lancer une société de production de clips musicaux. Le mois dernier, Rivers a entamé ce voyage, faisant ses adieux aux amis et à la famille qui l'avaient soutenu chez lui et montant dans un train AmTrak en direction de Los Angeles.

Il n'est jamais arrivé. Selon le Albuquerque Journal :

'Un agent de la DEA est monté à bord du train à la gare AmTrak

d'Albuquerque et a demandé à plusieurs passager, dont Rivers, où ils allaient et pourquoi. Lorsque Rivers répondit qu'il se rendait à L.A. pour faire un clip, l'agent demanda à fouiller ses bagages. Rivers s'exécuta'.

L'agent trouva l'argent de Rivers, encore dans une enveloppe fournie par sa banque...

Les agents n'ont rien trouvé dans les biens de Rivers indiquant qu'il était impliqué dans un trafic : pas de drogue, pas d'arme. Ils ne l'ont pas arrêté et ne l'ont accusé de rien. Mais ils ont malgré tout pris tout son argent, jusqu'au dernier cent, en vertu du programme de confiscation des biens civils du département de la Justice US.

La DEA a refusé tout commentaire détaillé aux questions de Joline Guierrez Krueger, du Albuquerque Journal, précisant toutefois que Rivers n'avait pas été ciblé pour des raisons raciales. Le bureau de la DEA d'Albuquerque n'a pas immédiatement répondu à une demande d'information de la part du Washington Post sur l'affaire.

"Nous n'avons pas à prouver que la personne est coupable", a déclaré un agent de la DEA Une fois que la propriété a été saisie, c'est au défendant de prouver sa bonne foi pour récupérer son bien — même si la police, finalement, ne les accuse d'aucun crime. "Nous n'avons pas à prouver que la personne est coupable", a déclaré un agent de la DEA d'Albuquerque au *Journal*.

Dans un autre cas, un couple a vu 118 000 \$ saisis sur leur compte en banque. Leur crime ? Aucun. Ils étaient simplement la cible d'agents des services secrets américains affamés d'argent. Les agents ont pris la somme, à nouveau, selon les règles de la "confiscation civile", qui permet aux employés du gouvernement de prendre d'abord et de poser les questions ensuite. Le couple a passé des années à se battre pour récupérer son argent. Lorsque les tribunaux ont enfin ordonné aux autorités de rendre le *cash*, le couple avait dépensé 25 000 \$ en frais de justice... de l'argent que les autorités ont refusé de rembourser.

Et ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres. Restez à l'écoute.

« Valls et le match de foot à 15 000 euros ! »

Charles Sannat 11 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Haaaa, là, c'est pile-poil un sujet économique... Oui, puisque notre mamamouchi de Matignon a coûté 15 000 euros aux con-tribuables, d'après les estimations, avec sa petite escapade en Allemagne pour voir un match de foot.

Est-ce une honte et un scandale ? Non dans l'absolu. Oui dans la pratique. Voici les éléments de réflexion que je voulais partager avec vous au sujet de cette polémique bien plus importante que ce qu'elle peut sembler être.

Le ridicule de Hollande faisant Paris-Tulles en voiture aller-retour...

J'avais, il y a quelques temps, dénoncé le ridicule de notre Président faisant l'aller-retour Paris-Tulles dans la journée pour ne pas prendre l'avion et ne pas risquer le courroux populaire sur les coûts engendrés, le tout pour aller voter dans sa région.

J'avais trouvé cela totalement stupide. Soit le Président vote par correspondance, soit il prend l'avion présidentiel dont c'est l'objet et assume sa fonction.

Il ne faut pas tomber dans la démagogie consistant à exiger de nos responsables qu'ils aillent forcément au camping et fasse de l'auto-stop pour leurs déplacements. Le problème vient aussi du fait que nombre de politiciens... veut faire peuple... et quand on veut faire peuple ou que l'on s'arroge le droit de décerner des prix de vertu, il faut être irréprochable.

Le problème n'est pas tant donc que Valls soit allé voir ce match avec ses gamins que le fait que son gouvernement a une dérive de plus en plus totalitaire servant à masquer une absence de résultats durables sur globalement l'ensemble des grands sujets qui préoccupent les Français.

Disons-le, le bilan de ce gouvernement, au sens large en y incluant le président de la République, est globalement nul et tend vers le zéro absolu.

L'exigence d'exemplarité née de l'austérité imposée et des leçons de morale permanentes...

On ne peut pas demander aux Français de faire des efforts, d'avoir sans cesse

moins de droits, moins de possibilités et de payer de plus en plus d'impôts pour un service rendu de plus en plus mauvais, et de l'autre côté donner l'impression de se gaver aux frais de ces mêmes personnes.

Thévenoud est toujours à l'Assemblée nationale. Valls prend l'avion pour un match de foot qu'il avait sans doute très envie de voir... Cela n'est pas un drame, ce n'est même pas forcément illégal... mais ce n'est pas exemplaire.

Le problème de la vertu et des limites c'est où les met-on ? Comment les pose-t-on ? Quand peut-on utiliser l'avion et quand ne peut-on pas le faire ?

Car finalement, dans tout cela, ce qu'il manque cruellement à nos dirigeants et ce, quelle que soit leur couleur politique, c'est le bon sens de la simplicité et de l'exemplarité.

Comment Valls peut-il me parler de « justice sociale » en prenant un avion à 15 000 euros qu'il n'aurait sans doute pas dû prendre ? En réalité, notre Premier ministre n'aurait jamais dû se trouver dans cette situation car le fait même se retrouver pris dans une telle polémique montre qu'il commence tout simplement à perdre le sens des réalités quotidiennes que vivent ses concitoyens.

Être exemplaire sera une qualité indispensable pour nos prochains et futurs dirigeants. Exemplaires, honnêtes, intègres et aussi, disons-le, altruistes. Notre époque de vénalité ne peut pas engendrer ce type de dirigeants et nous ne devons pas être étonnés de ce que nous avons.

Mais les choses changent, et les époques aussi. Leur temps est désormais compté et bientôt d'autres viendront, aux valeurs profondément différentes.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

France : la production industrielle se replie en avril

D'après cette dépêche de l'AFP, nous apprenons que « la production dans l'ensemble de l'industrie française s'est repliée en avril, affectée par le recul du secteur manufacturier, mais elle progresse sur les trois derniers mois.

La production industrielle dans son ensemble a baissé de 0,9 % en avril, après être restée stable en mars, touchée par la contraction du secteur manufacturier qui a accusé une baisse de 1,0 % après avoir progressé de 0,5 % en mars, a annoncé l'Insee dans un communiqué mercredi.

Le recul de la production est particulièrement marqué dans les matériels de transport (-3,3 % contre +0,9 % en mars), notamment dans la construction aéronautique et spatiale, et dans le raffinage (-10,8 % contre +7,0 % le mois précédent), en raison d'un arrêt temporaire d'une raffinerie ».

Je suppose que c'est un indicateur avancé pour la future croissance française que le gouvernement voit en énorme hausse...

Charles SANNAT

Grèce : Varoufakis accuse les créanciers de refuser tout accord

Pour le moment, il n'y a toujours pas d'accord entre la Grèce et l'Europe (et l'Allemagne en particulier). Varoufakis a raison, l'Allemagne ne veut pas d'accord ou alors un accord tellement humiliant qu'il risque d'être difficilement acceptable par les Grecs.

Au bout du compte, le choix sera politique.

Les Grecs vont-ils choisir le suicide dans l'Europe ou une toute petite chance de survie sans l'Europe ?

Les jeux sont loin d'être faits.

Charles SANNAT

Vidéo de Martin Prescott, notre ami canadien



<https://youtu.be/csG23xLEGdc>

Vous pouvez ici visionner la dernière vidéo de notre ami canadien et trader Martin Prescott, toujours aussi optimiste sur le tsunami qui nous attend...

Bon, je me moque, je me moque, mais forcément avec une infinie bienveillance à son égard, dans la mesure où je pense bien sûr exactement la

même chose que lui !!

Charles SANNAT

Le chœur des créanciers : « COURAGE, FUYONS ! »

par François Leclerc 11 juin 2015

Alors qu'il reste encore et toujours à conclure, l'accord auxquels les Grecs et leurs créanciers devraient finir par aboutir est déjà caduc : son caractère politique l'emporte, son seul objectif étant d'éviter un défaut grec immédiat sur sa dette, mais il ne fait que sauver les apparences au plan financier. Que sera-t-il retenu de ces mois d'affrontement ? l'acharnement des plus hautes autorités ou la résistance opiniâtre des Grecs ? Si le gouvernement grec a lâché plus de lest qu'il ne le souhaitait, sa combativité a déjà trouvé sa récompense et il aura ouvert la voie.

Symboliquement, la succession des rencontres avec les dirigeants européens d'Alexis Tsipras, qui vont se poursuivre aujourd'hui, est concomitante avec la réouverture de la télévision publique ERT, ainsi qu'avec la décision du Conseil d'État grec d'annuler une baisse des retraites décidée en 2012, qui va toutefois amoindrir les marges de manœuvre financières du gouvernement. Mais, au-delà des déclarations de bonne intention, il va encore falloir trouver un accord sur les questions en suspens, et notamment à propos des objectifs d'excédent budgétaires. Athènes a déjà fait savoir qu'il pouvait y mettre un peu du sien.

C'est d'un seul coup le cas de tout le monde, sur un terrain ou sur un autre : Jeroen Dijsselbloem rappelle qu'il y a jusqu'au 18 juin pour trouver un accord, Jean-Claude Juncker prend le relais de Donald Tusk et François Hollande en proposant que le gouvernement grec puisse choisir les réformes auxquelles il s'engage, à condition que leur impact financier soit identique, et Angela Merkel semble avoir tranché le débat au sein de la direction allemande, au détriment de la ligne défendue par Wolfgang Schäuble. Côté BCE, il n'a pas été imposé de décote supplémentaire au collatéral fourni par les banques grecques en garantie des liquidités d'urgence qui leur sont accordées.

Ouvrant sans attendre le second round des négociations et commentant ses rencontres avec Jean-Claude Juncker, puis Angela Merkel et François

Hollande, Alexis Tsipras a employé par deux fois dans une seule phrase le mot *viable*, à propos des conditions de retour à la croissance et de la cohésion sociale, ainsi que du remboursement de la dette. La suite de l'accord qui se profile est déjà en discussion et pourrait prendre la forme d'une extension jusqu'en mars 2016 de l'actuel *plan de sauvetage*. Le soutien financier qui l'accompagnera prendrait alors fin, et la Grèce devrait voler de ses propres ailes, dans l'esprit des dirigeants européens qui voudraient au plus vite se débarrasser de ce dossier où il n'y a que des coups à prendre. Mais ce soutien sera-t-il calculé au plus juste, afin de permettre seulement à la Grèce de suivre son plan de remboursement de la dette, ou contribuera-t-il également à la relance de son économie ?

Il y a du grain à moudre sur cette question, si l'on énumère la réaffectation des crédits destinés au renforcement des banques, le versement des intérêts des titres souverains grecs détenus par la BCE, l'achat de nouveaux titres grecs qui étaient exclus de son programme, et le déplafonnement de l'autorisation des émissions de bons du Trésor par la Grèce. Gageons que les créanciers auront à cœur de n'accorder que le minimum, et par étapes, afin de poursuivre leur stratégie d'étranglement. Dans l'obligation de respecter des objectifs d'excédent budgétaires trop élevés, le gouvernement grec sera alors condamné à gérer l'austérité, sans moyens de financer la relance économique et son programme de mesures sociales. Tel est le nouveau calcul des créanciers européens, le FMI se retirant du jeu sur la pointe des pieds.

La BCE veut faire de même. L'interview donné à La Croix par Benoit Coeuré, membre de son directoire, sonne étrangement. « La question n'est pas tabou », déclare-t-il en faisant référence aux restructurations et réajustements de la dette grecques déjà accomplies. « Plus doit-il être fait ? » s'interroge-t-il. Cela dépend des accords conclus entre les créanciers et les Grecs, répond-il en reprenant l'argumentation du FMI, poursuivant ainsi : « l'argent qui est en cause appartient aux contribuables des pays de la zone euro, c'est donc à leurs gouvernements, et non à la BCE, de prendre toutes décisions à cet égard ». Il ne peut mieux dire en s'en lavant par avance les mains.

Le commissaire européen Pierre Moscovici a apporté ce matin sa contribution en souhaitant « un accord solide pour que tout cela soit financièrement soutenable », pour la Grèce, pour les créanciers et « pour les

contribuables, puisque ce sont eux qui, in fine, supporteraient le coût d'un non-remboursement de la dette grecque ». Les plus hautes autorités cherchent toujours à se donner le beau rôle, celui de protecteur des intérêts des contribuables, occultant leur sauvetage des banques qui a abouti au transfert des dettes grecques, et des pertes qu'il faudra bien un jour constater... Dans leur esprit, leurs successeurs en hériteront.

Tous les créanciers de la Grèce poursuivent un même objectif avec des moyens différents, qui peut se traduire par le fameux « courage, fuyons ! ».

La transition énergétique: choix d'investissement ou dépense nécessaire ?

9 Juin 2015 , Rédigé par Benoît Thévard

Dans notre société dominée par l'**économie de marché**, les choix en matière d'énergie sont d'abord évalués en **ROI** (Return on Investment ou Retour sur Investissement). Pour chaque dépense, on se demande **combien d'argent sera gagné** par rapport à la somme investie, ou combien de temps il faudra pour que l'investissement soit remboursé et que l'argent commence à remplir les caisses. Le ROI est LE critère de choix.

Les dérives du tarif de rachat

Il faut le reconnaître, cette vision simpliste a un côté pratique. Si l'on veut développer une filière énergétique, il suffit d'**augmenter le tarif de rachat** dans des proportions conséquentes, et les investisseurs se jettent dessus, provoquant un appel massif pour les bureaux d'études, les fabricants, les installateurs, les sociétés de maintenance.

C'est ce qui s'est passé pour le solaire photovoltaïque en France à partir de 2005, lorsque le tarif de rachat est passé de 0.15€/kWh à 0.55€/kWh et même jusqu'à 0.6€/kWh en 2008, soit une multiplication par quatre. À l'époque, le coût de production moyen étant compris entre 0.25 et 0.5€/kWh, le placement était plus que rentable. Cet effort tarifaire a eu les effets escomptés, puisque le nombre d'emplois dans la filière a été **multiplié par 6 en deux ans** (2008 à 2010), passant de 5190 à 31970. Depuis, le tarif de rachat a été divisé par deux et le nombre d'emplois quasiment par trois, avec les conséquences que l'on peut imaginer.

On voit bien qu'il n'y a **rien de vertueux ni de durable** dans ces méthodes

impulsives, et que cette "petite fenêtre fiscale" a permis l'enrichissement des uns puis la faillite des autres, sans aucun projet de société, sans aucune vision pérenne de l'avenir énergétique.



Source image : <http://fr.fotolia.com/>

En 2011, lorsque je suis allé en Allemagne, dans le Land Saxe-Anhalt, dans la cadre d'un échange régional sur le thème de l'énergie, j'ai visité la **deuxième plus grosse unité de méthanisation** du monde, supposée produire de l'énergie renouvelable: 17 MW de puissance thermique (énergie de chaleur contenue dans le biogaz), 16 digesteurs sur un site de 17 hectares, 120 000 tonnes de substrat absorbé par an, en partenariat avec 30 exploitations agricoles. Ces dernières produisent du maïs en guise de culture énergétique, dans un rayon de 15 km autour de l'usine.

Forcément heurté par **la démesure** du lieu, j'ai notamment posé ces deux questions au responsable du site:

Question: Les tracteurs, moissonneuses et engins divers fonctionnent-ils avec le biogaz que vous produisez ?

Réponse: Non, nous vendons le gaz plus cher que le prix d'achat du fioul, nous n'avons **aucun intérêt à faire de l'autoconsommation** de notre gaz.

Question: Avez-vous fait le **bilan énergétique et environnemental** de la filière mise en place ?

Réponse: Non, nous avons fait le **bilan économique** et il est très bon.

Conclusions: cette énergie qu'ils disent "renouvelable" est en fait produite grâce à la monoculture intensive et au pétrole, et l'aspect financier prime sur

tout le reste, même si le rendement énergétique est mauvais et que les conséquences environnementales sont potentiellement désastreuses. Voilà les dérives d'un système énergétique **construit par le seul appât du gain**.



Usine de méthanisation de Kônner. Source: <http://www.weltec-biopower.de/>

Dépense ou investissement ?

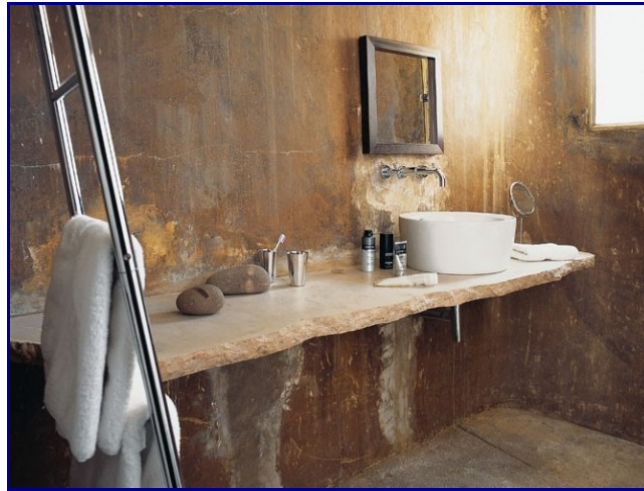
Alors que les constats alarmistes s'empilent (climat, biodiversité, pollution, érosion, accès à l'eau potable, inégalités, etc.), nos choix collectifs ne peuvent plus être laissés aux **seules mains des investisseurs**. Il n'est plus acceptable de n'avoir pour seul critère que le TRI (Taux de rentabilité Interne) ou le ROI (Return on Investment). Mais pour cela, il faut accepter de **changer de regard sur l'énergie**.

Un ami, ancien adjoint municipal en Sologne, prenait cet exemple pour illustrer l'aberration qu'est notre **conception des dépenses** liées à l'énergie:

"Lorsque tu décides de refaire ta salle de bain ou ta cuisine, est-ce que tu te demandes dans combien de temps elle sera rentabilisée, à partir de quand elle va te rapporter de l'argent ? Bien sûr que non, tu dépenses parce que tu estimes qu'elle est plus belle, que l'autre est trop vieille ou simplement parce que ça te fait plaisir ! Alors, lorsqu'il est question d'isoler sa toiture, de changer ses fenêtres ou son moyen de chauffage, **pourquoi faut-il toujours** calculer le nombre d'années que cela prendra à être remboursé ?"

Cet exemple limpide montre que nous sommes prêts à dépenser des sommes folles pour des "**achats plaisirs**", mais que pour ce qui touche à l'énergie, au confort thermique, aux émissions de gaz à effet de serre, à l'impact sur

l'environnement, à la sobriété et à la résilience, il faudrait que ce soit **gratuit**, voire même que cela nous **rapporte de l'argent**.



Source image: <http://www.lesdecorations.fr/>

Un autre ami et lecteur de ce blog m'a fait une remarque lors de la publication de l'article sur le [chauffe-eau solaire en thermosiphon](#):

"Dans mon cas de parisien (tarif Heures pleines/Heures Creuses), qui plus est, l'eau chaude sanitaire est produite par les excédents électriques nocturnes des centrales nucléaires, à des tarifs ridicules, avec des rejets de CO2 infimes. Un Parisien n'a **aucune raison valable d'investir** pour faire baisser la consommation électrique de son eau chaude sanitaire."

Et bien si, il peut avoir des raisons valables comme: acheter son électricité à [Enercoop](#) pour financer uniquement le renouvelable et ne plus disposer du tarif incitatif de nuit "spécial nucléaire", envisager une **hausse des instabilités** du réseau électrique dans les années à venir (pic pétrolier, changements climatiques, conflits en tous genres, etc.), **valoriser le soleil**, énergie qui arrive sur le logement tous les jours et gratuitement, disposer d'un équipement **simple, réparable et rustique**, améliorer son **autonomie**, etc.

Pour toutes les raisons que je viens de citer, on parlerait plutôt d'un choix de dépense pour répondre à un besoin, à une éthique, à une attente forte. On ne parle pas d'investissement avec retour financier. Alors, pour les collectivités locales et les gouvernements, la question est de savoir **quelles sont nos priorités**. Est-ce que nous voulons attendre que les investisseurs choisissent pour la collectivité ce qui est bon pour elle, avec pour seul critère la recherche de profit, ou est-ce que nous voulons mettre **des valeurs, des exigences, un projet et une philosophie** dans notre conception de l'avenir

énergétique ?



Les scénarios **100% renouvelables** que l'on a vu émerger ces dernières années ne partent pas de l'idée de rentabilité économique. Ils se basent sur des principes et des valeurs tels que la **fin des énergies fossiles et fissiles** jugées non durables et dangereuses, la **sobriété** pour une meilleure répartition du bien commun, la technologie au service d'une **moindre consommation**.

En France, nous n'avons **ni pétrole, ni gaz, ni uranium**, or ces trois sources d'énergie fournissent 85% de l'énergie finale consommée. Décider de s'en passer n'est pas forcément rentable aujourd'hui, mais refuser de le faire pour cette seule raison n'est pas un choix politique, c'est un choix financier qui rend les peuples chaque jour **plus vulnérables**.

Accordons plus d'importance à nos valeurs qu'à l'argent, envisageons nos

choix énergétiques comme une **dépense intelligente** plutôt que comme un **investissement absurde**.

Merci à Philippe et Patrick pour leur contribution à cet article, ils se reconnaîtront !

Tempête verte sur le secteur de l'énergie ?

11 juin 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Début juin, le fonds souverain norvégien, qui gère la rente pétrolière du pays, a annoncé qu'il se désengageait officiellement de toutes les entreprises et minières qui tirent plus de 30% de leurs revenus du charbon.

La décision a fait grand bruit car le fonds norvégien n'est pas n'importe quel acteur dans le monde de l'investissement. A la tête de 7 000 milliards de couronnes (793 milliards d'euros), il détient environ 1,5% de la capitalisation boursière mondiale. Sa décision de dire adieu au charbon (d'ici janvier 2016) a donc créé quelques remous aussi bien dans le secteur énergétique que politique.

D'un point de vue strictement économique, cette décision devrait affecter, selon les différentes estimations, entre 50 et 120 entreprises impliquées dans le secteur du charbon à travers le monde.

D'un point de vue politique, le choix de la Norvège doit être inclus dans une récente (et fragile) évolution des discours et des comportements des plus gros pollueurs de la planète (Chine, Etats-Unis...) et des pays du G20 en général.

Bien sûr, à quelques mois de la conférence sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre 2015, nous sommes encore très loin d'un consensus général sur le réchauffement climatique, les moyens de l'enrayer – ou de le stabiliser – mais quelques frémissements notables se font jour.

Déclaration d'amour mondiale au vert

La Norvège n'est pas seule à emprunter la voie d'un investissement plus "vert". Le Guardian Media Group, les fondations gérées par le prince Charles ou encore l'Eglise d'Angleterre (et ses 12,4 milliards d'euros d'actifs) se sont engagés à se retirer de (certaines) énergies fossiles.

Même des entreprises dont l'activité est très éloignée des préoccupations philanthropiques sont en train d'endosser une tenue verte de défenseur de la planète. Total a ainsi annoncé qu'il allait se désengager du charbon, Axa et Crédit Agricole vont eux aussi drastiquement réduire leur investissement

dans le secteur.

Last but not least, 6 pétroliers (Total, Shell, Statoil, BP, Eni et BG Group pour ne pas les nommer) viennent tout juste de demander l'établissement d'un "prix du carbone" destiné à rendre le gaz plus compétitif que le charbon. La demande a été adressée début juin à Laurent Fabius, qui va présider la conférence sur le climat de Paris et à la secrétaire exécutive de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, dans le but officiel d'inclure les discussions autour du prix du carbone dans la conférence de décembre prochain.

L'argument développé est le suivant : *"Si vous remplacez toutes les centrales au charbon par des centrales au gaz, cela permettrait d'économiser 5 milliards de tonnes de CO2, soit 10 % des émissions mondiales liées à l'activité humaine"*. C'est ce qu'a expliqué Jérôme Schmitt, directeur du développement durable de Total, et cité par *Les Echos*.

Charbon, pourquoi tant de haine ?

Si le charbon concentre aujourd'hui toutes les attentions et les récriminations, c'est qu'il est la deuxième source d'énergie de la planète, après le pétrole, et à l'origine de 40% de l'électricité produite.

Extrêmement répandu (aucun problème d'approvisionnement n'est à prévoir à moyen terme), il est surtout peu cher, ce qui explique en grande partie sa popularité, en particulier dans les pays émergents (les usines à charbon assurent ainsi 80% de la production d'électricité chinoise, et 70% en Inde).

Depuis plusieurs années, le cours du charbon ne cesse en outre de reculer, passant de 75 \$ en 2012 à 45 \$ actuellement – ce qui le rend particulièrement compétitif même face à la baisse des cours du gaz et du pétrole.

Problème, cette source d'énergie est aussi extrêmement polluante (et ne parlons même pas des risques liés à l'exploitation du charbon). Selon un récent rapport publié par Oxfam, le recours au charbon parmi les pays du G7 va coûter 450 milliards de dollars par an à nos économies jusqu'en 2100. Evidemment, il faut toujours prendre avec précaution ce genre de rapport et de formule destinée à marquer les esprits.

Mais derrière la bataille de communication se cache une fort polluée réalité. Les énergies fossiles sont responsables de 80% des émissions mondiales de CO2 et 67% des émissions de gaz à effet de serre. Et le charbon s'arroge la

part du lion dans ces chiffres. Une usine à charbon émettrait ainsi en moyenne 2 fois plus de gaz à effet de serre qu'une usine à gaz, et ce malgré les efforts réalisés par la nouvelle génération d'installations.

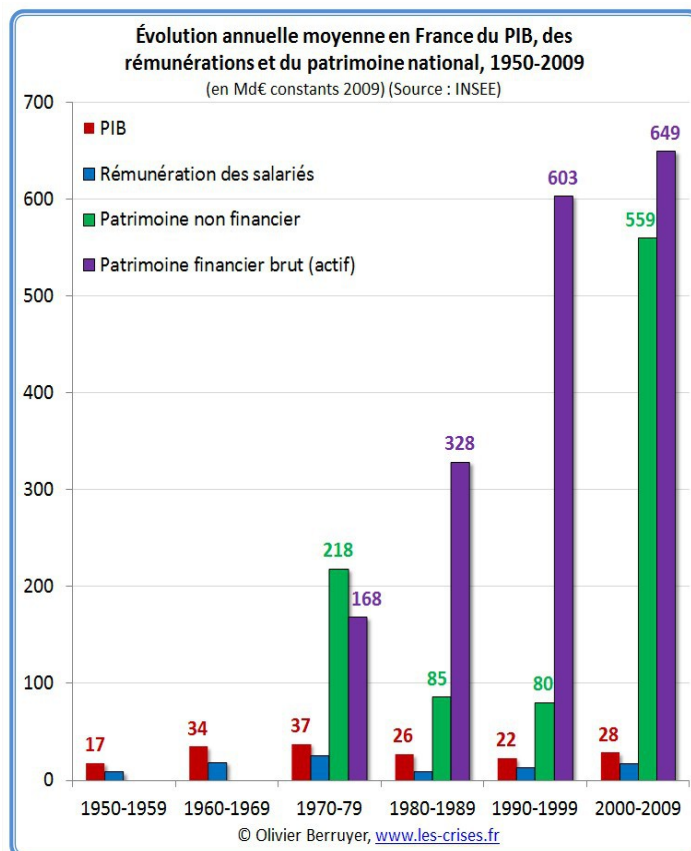
De quoi expliquer qu'entreprises et Etats aient lancé un hallali contre le charbon ? Ce n'est pas si simple – et c'est surtout très économique – comme nous le verrons dès demain !

La déconnexion de l'économie financière

Jun 11, 2015 / dans [Articles des éconoclastes](#) / par [Oliver Berruyer](#)

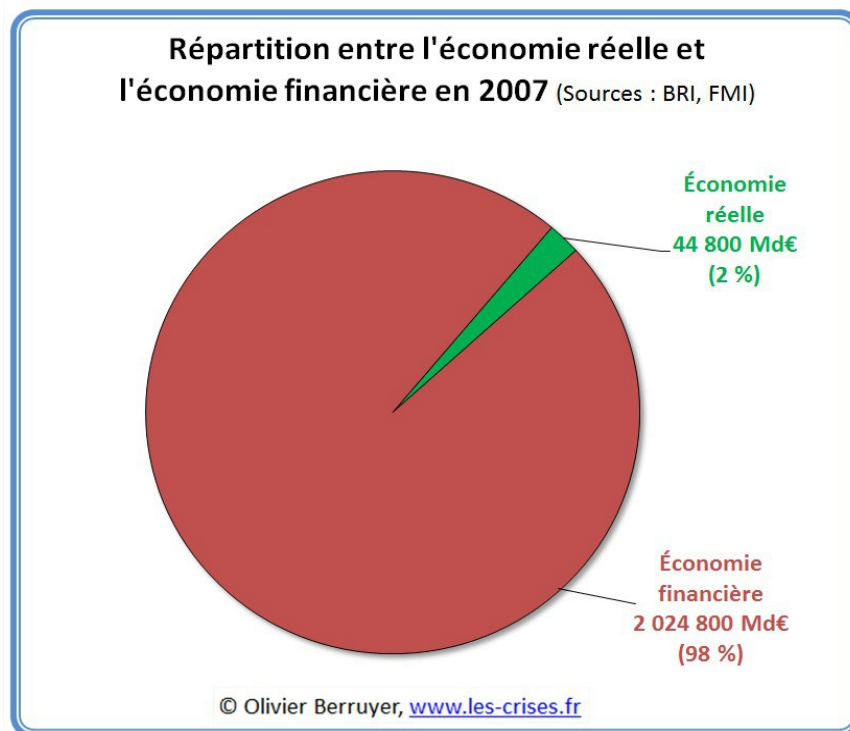
La déconnexion de l'économie financière fait suite à l'article [La prolifération de la nouvelle science financière](#). Il constitue le deuxième article d'un volet de 3 articles. La suite demain.

Alimentée par les méfaits du financiarisme (déréglementation, désintermédiation...), la sphère financière, destinée normalement à être au service de l'économie « réelle », s'en est quasiment déconnectée, et a connu une croissance phénoménale au cours des décennies passées.



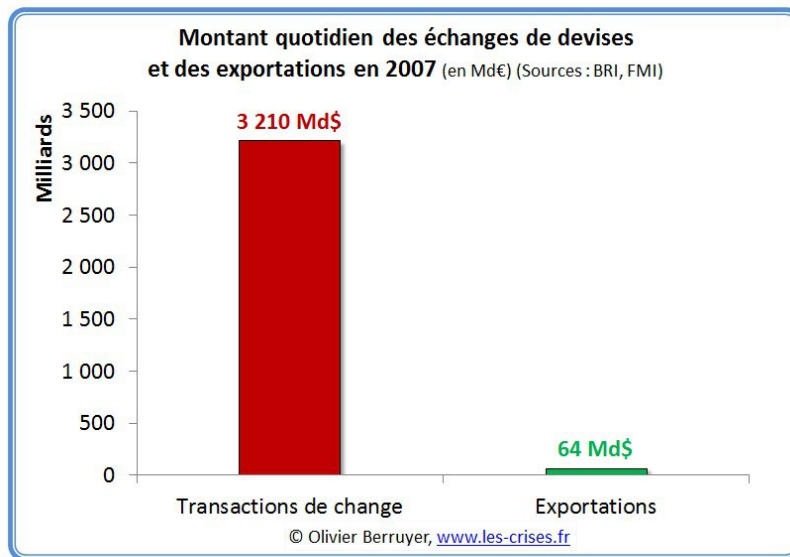
Lecture : dans la décennie 2000, en euros constants, le PIB a augmenté en moyenne de 28 Md€ constants 2009 par an, les patrimoines non financiers (= immobiliers) de 559 Md€ et les actifs financiers de 649 Md€ par an (en valeur brute pour ces derniers ; c'est environ 10 fois moins si on en calcule la valeur nette).

Ainsi, dans les 30 dernières années, en euros constants, le PIB et les rémunérations ont été majorées de **60 %**, le patrimoine non financier de **150 %** et le patrimoine financier brut de près de **330 %**... Les montants en jeu dépassent désormais l'entendement...



L'économie financière, représentant le chiffre de plus de **2 000 milliards de milliards** (= 2 millions de milliards = 2 000 trillions ou T\$) de dollars en 2007 (dont 1 400 T\$ de produits dérivés et 500 T\$ de produits de change), représente ainsi plus de **50 fois l'économie réelle** (échanges de biens et services)...

On l'observe par exemple au niveau des échanges :



Là encore, les transactions sur le marché des changes représentent **50 fois** les exportations physiques !

Il convient donc de combattre une telle démesure, et remettre la finance à sa place : majeure, mais **subordonnée à l'économie réelle**...

Bourses, Draghi recherche l'effet de pauvreté.

Bruno Bertez 10 juin 2015

L'échec de Draghi coûte cher aux investisseurs européens

Depuis la mi avril 2015, les cours des actions européennes sont en recul sévère et il en est de même pour les obligations et fonds d'état.

L'Eurostoxx 50 qui avait approché les 3830 au plus haut est maintenant revenu un peu au dessus des 3420, dans la zone des 3400. C'est une zone majeure de soutien qui, si elle était pénétrée, pourrait déclencher des liquidations. L'objectif serait alors les 3050. Le portefeuille européen est lourdement perdant, aussi bien sur le « risque », les actions, le crédit que sur le « sans risque », les fonds d'état.

Pour couronner le tout, sur les changes, les investisseurs ont été pris à contre pied : les soit-disant spécialistes auto proclamés donnaient une parité de 1 dollar pour un euro en quelques mois, et même pour certains, 0,85 ! Voilà qu'après un plus bas de l'euro dans la zone des 1,05-1,06, on est remonté à 1,13 et que l'on flirte avec les 1,14.

Merci monsieur Draghi, vous nous avez gratifié d'une belle escarpolette.

Nous l'avons déjà écrit, nous le répétons : aux USA pour redresser la conjoncture, la Fed et Bernanke ont cherché un effet de richesse pour leurs citoyens, les leurs, en Europe, Draghi réalise un effet de pauvreté, un appauvrissement de ses citoyens à lui, qui est considérable. Les opérateurs de la communauté spéculative internationale ont anticipé le QE de Draghi dès le mois d'août 2014, les chiffres en font preuve. Ils ont ramassé car ils ont été averti en langage codé de la préparation du QE de la BCE. Les Européens n'y ont pas cru, ils ont cru aux cris d'orfraie, aux protestations des Merkel et Weidmann réunis : « nous jamais, monsieur, un QE , jamais ; nous ne mangeons de ce pain là ! Nous, quasi seuls avons fait l'hypothèse de négociations secrètes en cours avec les Allemands pour faire passer le QE. Les européens ont laissé le papier aux étrangers, aux anglo-saxons dans les bas cours. Les Européens ont commencé à y croire en Novembre et ils sont venus se faire « tarter » très gros à partir de janvier. Ils ont fait le plus haut, pour eux et leurs malheureux clients vers le 15 Avril en même temps que le plus bas sur l'euro face au dollar et depuis, ils n'ont que leurs yeux pour pleurer.

La coïncidence entre le plus haut des marchés financiers de l'Eurozone et le plus bas de l'euro face au dollar n'est pas coïncidence, elle est relation de cause à effet. Les actifs financiers euro sont en corrélation inverse avec le change. C'est à ce moment que Yellen , après le Secrétaire d'Etat au Commerce, Jack Lew, a sifflé la fin de la partie des enfants européens, elle a dit en langage toujours codé que l'appréciation du dollar était excessive, « l'économie américaine rencontre un nouveau vent contraire avec la hausse du dollar » . Nous avons compris immédiatement, mais pas les gestionnaires européens, ils ont continué à bourrer leurs clients, faisant ainsi la contrepartie des ventes bénéficiaires des anglo-saxons. Depuis, le dollar a rétrogradé, il est revenu de la zone maximum des 100 au Dollar Index à 95 et , il cherche un équilibre provisoire entre les deux.

La campagne des anglo-saxons pour stopper la hausse du dollar, pour arrêter la dépréciation compétitive de l'euro n'a pas cessé depuis ; aussi bien le FMI que les services d'études aux ordres ou que les Think Tanks comme le PIIE multiplient les papiers, tous plus documentés et scientifiques les uns que les autres pour nous dire que les changes internationaux ne sont plus alignés, que le dollar est surévalué de 7%, que l'euro est sous évalué de 3 à 8% , etc. On fait tourner les modèles FEER (modèles des parités théoriques) pour dire que

le minimum acceptable pour l'euro c'est 1,20 et que chaque point de surévaluation du dollar coûte 0,128 point de GDP ; or comme les USA sont censés être la locomotive mondiale, ce n'est pas bien, ce n'est pas l'intérêt général... Ben voyons ! Traduisez : votre tentative d'élargir votre part du marché mondial , pénalise la croissance américaine et par contrecoup ... vous pénalise.

Nous pensons que Draghi et les Européens se sont fait avoir, comme des débutants qu'ils sont, ils espéraient pouvoir faire comme les grands, les USA , faire baisser le change et piller la demande des autres ; les USA ont mis le hola. Ils ont froncé les sourcils. Résultat, l'euro repasse 1,05 à 1,14 en attendant la catastrophe qui serait le retour à 1,20.

Nous le répétons, imiter les USA quand on n'est pas les USA et le faire après eux est une colossale erreur, une indigence de l'intelligence. Ce qui est bon pour les USA n'est bon que pour eux et ceux qui, vassaux, imitent les suzerains sont des idiots. La campagne des élites américaines bat son plein et forcément ils influencent le marché des changes. Ce que les européens n'ont pas la possibilité de faire, faute de crédibilité et de relais. Il est évident que Draghi et Noyer et Mersch auraient du suggérer que si les mesures en cours n'étaient pas suffisantes, alors, on irait plus loin et plus longtemps. Au lieu de cela ils se sont « gargarisés » de quelques indicateurs « positifs » fragiles pour faire croire que leur action était une réussite ; ce faisant leur auto satisfaction a accentué la reprise de l'euro, ce qui va à l'encontre contre les objectifs de la BCE et est contre les intérêts de l'Europe.

A nos malheureux mauvais pilotes, il ne reste qu'à croiser les doigts et à espérer que la hausse effective des taux de la Fed à la rentrée va changer les choses, qu'elle va raffermir le dollar et stopper la remontée de la devise européenne.

Pour peu que les indicateurs économiques US restent erratiques, peu lisibles, et hésitants, les marchés vont anticiper une stabilisation rapide des taux et ne pas embrayer sur une ré-appréciation du dollar, ce qui laissera nos malheureux européens entre deux chaises, avec leur pétard monétaire mouillé.

La déculottée sur les obligations !

Bruno Bertez 11 juin 2015

Nous vous renvoyons à notre article sur l'échec de Draghi et l'effet d'appauvrissement des européens.

Le Bund allemand continue sa descente aux enfers ; le rendement a franchi le seuil des 1%. Ce jour, on est allé jusque 1,09%. C'est la première fois que l'on repasse au dessus des 1% depuis Septembre .

Merci Draghi chantent en chœur les épargnants qui se sont fait « enfler » par leurs conseils sur les niveaux quasi négatifs il y a quelques semaines. Nous vous rappelons que les achats de titres à long terme de la BCE, les QE sont censés faire baisser les taux et encourager le crédit.

Un incroyable échec psychologique même si techniquement tout se comprend. Ce qui est désagréable c'est que ces gens nous prennent pour des imbéciles et suggèrent que si les marchés sont en déroute, c'est parce que cela marche, parce qu'ils réussissent.

Nous leur rappelons que les mesures effectives ont commencé en Mars et que tous les économistes qui font leur métier, il y en a peu, savent et disent que le délai de réaction à une politique monétaire est de.. 2 ans ! Donc, foin de l'argument selon lequel cela marche.

L'avalanche d'émissions explique le mouvement des taux. Par ailleurs on s'attend à ce que la production industrielle qui sera publiée le 12 soit positive. Enfin les professionnels sont persuadés que les Allemands finiront par céder devant les Grecs et qu'ils accepteront un accord.

Un accord ferait bien sûr chuter les Bunds puisque l'on rechercherait moins la protection contre le risque et que le mythe de la rigueur Allemande prendrait un nouveau coup.

Le 17 Avril le rendement des Bunds était de 0,049%. le niveau prévu par les marchés, les soit disant spécialistes, était de 0,5% à fin 2015 ; une belle claque !